

# Les sirènes de l'émigration

« Restez au pays ! »

... **Hubert Prolongeau**, Paris  
Journaliste

Elle avance. Un bloc. En face, ils l'ont vue venir et s'agitent autour des barques. La mer vient battre le sable ; 1500 kilomètres plus loin, au bout des flots, c'est leur rêve. *Barça ou Barsakh*, disent-ils en wolof. Barcelone ou la mort.

A Thiaroye-sur-Mer, village devenu partie intégrante de la banlieue de Dakar, 200 jeunes ont déjà payé de leur vie l'illusion d'une vie meilleure. Yaya Bayam Diouf en a eu assez. Alors, elle vient tenter de convaincre ce groupe-là au moins de renoncer. De rester au pays. Et d'essayer d'y vivre, malgré tout.

Son fils aussi est mort un jour, là-bas, dans l'océan. « Quand je vais parler sur les plages, il est toujours avec moi », dit-elle. Elle s'approche du groupe et fait valoir le risque qu'il y a à partir, l'inanité de cette fuite, la nécessité d'essayer de trouver leur place ici, au Sénégal, au lieu de succomber aux sirènes de l'émigration. Et elle parle d'Alioune.

Il avait 26 ans. Il avait appris la pêche, puis s'était mis à la maçonnerie, à l'élevage de moutons, sans pour autant arriver à joindre les deux bouts, à élever comme il le voulait sa famille. Elle revoit ses moments de découragements, revit la montée du ras-le-bol, ce sentiment d'être coincé qui taraude presque tous ceux de sa génération, cette lente désespérance qui fait soudain miroiter au

lointain des lueurs trompeuses. « Le seul fait que quelques-uns aient réussi suffit à masquer tous les échecs. En septembre 2005, une famille est partie ainsi vers l'Angola et la Guinée. On n'a plus eu de nouvelles. Et en décembre, on a appris qu'ils étaient arrivés aux Canaries. D'un coup, tous les jeunes ont voulu tenter leur chance. »

L'idée a tourné aussi dans la tête d'Alioune. Il a peiné à réunir les 575 000 francs CFA nécessaires à son passage. Un jour d'avril 2006, il est parti. Le 12 exactement. Il n'est jamais arrivé. Avec 80 autres victimes, il s'est noyé. « Je savais ce qu'il risquait, mais la fougue de la jeunesse... »

## Réagir

Elle a pleuré. Longtemps. Puis elle a voulu réagir. Et elle a commencé à arpenter les plages et les zones de départ pour dissuader ceux qui voulaient partir de tenter l'aventure.

« Au départ, on me prenait pour une folle. » Plus maintenant. Et le groupe de jeunes qui l'a écoutée le sait bien. Elle a dit ce qu'elle avait à dire. « Regardez notre village : sur 100 jeunes qui sont partis, 75 se sont noyés, 15 ont été rapatriés. Et allez voir chez les 10 autres.

*A la Journée internationale des migrants des Nations Unies (18 décembre), a succédé celle de l'Eglise catholique (13 janvier) sur le thème des jeunes migrants. Ils sont de plus en plus nombreux, poussés par le rêve d'un travail, à braver la solitude et les dangers... pour ne trouver que la détention ou la mort. Au Sénégal, la mère d'un candidat à l'émigration noyé avec ses compagnons de traversée a décidé de faire rester les jeunes au pays.*

Leur situation n'a guère changé. » Les a-t-elle convaincus ? « Je ne sais pas. J'ai essayé, c'est déjà ça. Au début, je n'avais que ça à faire. » Au début, quand elle a réussi à surmonter l'horrible douleur du deuil. Mais vite, elle a senti que cela ne suffirait pas. « Leur dire de ne pas partir, c'est bien. Mais si on ne fait rien pour générer des revenus et pour qu'ils puissent rester et vivre dignement ici, ça ne sert pas à grand-chose. »

## L'affaire des mères

Alors elle est allée plus loin. Autour d'elle, elle a rameuté, cherchant chez ses voisines celles, trop nombreuses, qui ont vécu le même drame. « Dans nos familles, souvent polygames, ce sont les mères qui s'occupent des enfants. Ce sont donc elles qu'il fallait alerter. » Souvent, ce sont elles aussi qui ont gratté sur le budget familial pour payer le ticket de départ de leurs fils, et elles doivent vivre avec une intense culpabilité. Aujourd'hui, certaines ne peuvent même plus aller regarder la mer.

Dakar,  
quartier de la Médina



Un an après, elles sont là, dans la cour de l'association, quelques-unes des 400 femmes du Collectif contre l'émigration clandestine. Yayi, que beaucoup appellent « la présidente », doit aller à la banque régler quelques problèmes et c'est Mary Samb, la vice-présidente qui fait la visite. Un de ses fils est parti, puis est revenu. Mais deux de ses neveux sont morts. A côté d'elle, une femme vêtue d'un boubou orange est, comme beaucoup d'autres, sans nouvelles : deux enfants embarqués il y a un mois. Les mains habiles à dérouler le fil, elle continue d'espérer.

Plusieurs sont en train de coudre des vêtements et de les enfiler à de petites poupées traditionnelles. Dans un coin, des moules emplis de savon attendent près d'un four. Plus loin, ce sont de gigantesques marmites qui accueillent des plats de couscous ou de poissons grillés. Au mur, le portrait du président Abdoulaye Wade voisine avec celui du champion de lutte Baye Mandione Fall, qui s'est associé à l'entreprise. Un homme passe, presque incongru. L'association, c'est l'affaire des femmes. Des mères.

Elles s'affairent. Le poisson et le couscous partent pour le marché de Dakar, les poupées sont vendues aux touristes qui visitent le village de Soumeyoun. Ce que cela rapporte est mis en commun. L'entreprise fonctionne comme une coopérative. Les femmes qui veulent les rejoindre sont formées sur place.

Dans une maison en travaux, Yayi surveille la construction de futurs guichets. C'est le début de ce qui, elle espère, deviendra une banque de microcrédits. « Nous voulions créer des emplois sur place, générer des revenus », explique Mary Samb. Yayi a aussi essayé de mettre en marche une chaîne de solidarité : chaque lundi et vendredi, chacune

amène un petit quelque-chose qu'elles remettent à celles qui en ont le plus besoin. Chacune cotise pour l'instant 1250 francs CFA par mois. Déjà presque une centaine de femmes ont pu bénéficier de cette aide.

## Des émules

L'aventure a pris récemment une nouvelle dimension. A force de bouger dans son coin, Yaya a fini par se faire entendre. Elle a été invitée dans plusieurs autres villes du pays où les maires aimeraient mettre en œuvre quelque chose d'équivalent. Il y a six mois, c'est l'ex-candidate à l'élection présidentielle française Ségolène Royal qui a débarqué avec la presse. Elle a promis une aide de la région Poitou-Charentes, qu'elles attendent toujours. En février 2007, le Conseil espagnol d'aide aux réfugiés l'a invitée à rencontrer Maria Teresa Fernández de la Véga, vice-présidente du gouvernement. Elle en parle, à peine troublée. En revanche, elle a pu visiter un centre de clandestins aux Canaries : « Ça, ça a été un choc. J'ai vu comment ils vivaient. J'étais à la fois triste et contente. Triste, parce qu'avoir pris tous ces risques pour ça, ça n'en valait vraiment pas la peine. Mais contente, parce qu'après avoir vu ce que j'ai vu, je savais que je pourrais le raconter à tous ceux qui voulaient partir. » Raconter, elle continue de le faire. Autour d'elle, elle cherche encore à fédérer les indécis. Les notables ont fini par être convaincus, sans pour autant qu'elle les rejoigne. « Ici, on confond développement et politique. Je ne veux pas de poste. »

Les chefs religieux résistent : elle leur a demandé de cesser de prier pour les passeurs. Passeurs qu'elle n'hésite pas à

dénoncer. « J'en ai déjà signalé cinq. On les a coincés entre Saint-Louis et la Mauritanie. »

Elle sait que ses préoccupations répondent à celles de l'Europe, désireuse elle aussi de trouver le moyen de maintenir les émigrés chez eux. « On doit faire des efforts, des deux côtés de l'Océan. Notre but, notre intérêt est le même. Mais je préfère ma manière aux expulsions. »

H. Pr.

## Combien de victimes ?

A Dakar, à Tanger, en Algérie, en Mauritanie, aux portes des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, ils s'entassent dans l'attente d'un départ vers l'Espagne et l'Europe. En Mauritanie vivent 15 000 candidats au départ. Au Mali, ils sont 50 000 à attendre. Le passage des Africains vers l'Europe est devenu un trafic rentable, détenu par de véritables mafias qui confisquent les passeports et n'hésitent pas en cas de problèmes à jeter par-dessus bord leurs cargaisons ou à les abandonner dans le désert, voire à les livrer directement à la police. Début 2006, une note de la garde civile espagnole considérait que dans le dernier trimestre 2005, 2500 immigrants avaient tenté de rejoindre les Canaries : seulement 900 y étaient arrivés. En 2007, il y aurait eu plus de 12 000 tentatives ; un tiers des partants auraient péri...